

CONVOY France



Lettre ouverte à :

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée,
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Monsieur Gérard LARCHER,
Président du Sénat

Monsieur Richard FERRAND
Président de L'Assemblée nationale

Monsieur Jean CASTEX,
Premier ministre

Monsieur Olivier VÉРАН,
Ministre des Solidarités et de la Santé,

Nous, peuple français, épris de liberté, de bienveillance et de fraternité envers tous nos concitoyens,

Nous, peuple français, qui vous avons élus pour nous écouter et porter toutes nos voix sans exception, sans en exclure une seule,

Nous, peuple français, voulons tout simplement, pacifiquement, en exerçant nos droits résultant de notre constitution,

Nous vous demandons instamment de nous écouter mais surtout de nous entendre dans les moments graves que nous traversons et de prendre sans plus attendre les mesures d'urgence qui s'imposent maintenant pour faire cesser les divisions et de mettre fin à toute exclusion artificiellement créée par une peur qui n'a plus lieu d'être aujourd'hui comme de nombreux avis de personnalités scientifiques reconnues françaises ou étrangères tout aussi compétentes que ceux du conseil scientifique nommé mystérieusement et sans contrôle de compétences ad hoc par aucun corps constitué qui a déclaré par la voie de son président qu'il ignorait la nature exacte du produit injecté, vaccin ou médicament, indistinctement tant sur les personnes à risque, fragiles ou en bonne santé.

Nous vous demandons en tant que citoyens et citoyennes de la France que nous aimons tant de nous rendre la liberté dont nous avons été privés pendant deux ans en raison des circonstances exceptionnelles qui l'avaient motivé mais qui ne sont plus réunies aujourd'hui. Ce qui était acceptable à l'origine, en vertu de notre devoir de solidarité entre tous les concitoyens, ne l'est plus actuellement.

Nous vous demandons ainsi :

1. Suppression de l'état d'urgence

La fin immédiate de l'état d'urgence ou de la vigilance sanitaire

La restauration de la libre circulation

2. Fin de l'obligation vaccinale et enquêtes sur la justification et la cohérence de toutes les mesures prises depuis l'année 2020

La fin de toute obligation vaccinale ou de passe sanitaire ou vaccinal

Suspension de la "vaccination" COVID jusqu'au dépôt d'une enquête de pharmacovigilance indépendante sur la sûreté des vaccins injectés

Établissement d'un comité d'enquête indépendant et audit de toutes les procédures, lois, et intervenants durant cette période covid-19

Enquête indépendante d'impact des mesures sanitaires (port de masque, confinement...) sur les enfants comme les adultes, à l'échelle nationale

Commission d'enquête indépendante sur la hausse du taux de suicide toutes tranches d'âge

S'assurer du consentement libre et éclairé des parents ou tuteurs en relation à toutes les procédures médicales des enfants

3. Travail pour tous les citoyens sans discrimination

Réintégration immédiate de tous les soignants suspendus et annulation de toute sanction ou poursuite à l'encontre de soignants qui ont refusé la vaccination par un produit encore sous condition d'autorisation de mise sur le marché (A.M.M) durant la période 2020-2022 de la crise Covid-19

Compensations financières pour tous ceux qui ont perdu leur emploi pendant cette crise due à l'obligation vaccinale ou tentative d'extorsion de consentement

4. Sécurité globale et identité numérique

Abrogation immédiate de la loi sécurité globale

Rejet de toute tentative d'instaurer une société basée sur l'identité numérique sans contrôle de son contenu

Obligation d'une consultation préalable du peuple sur toute tentative d'instaurer une identité numérique

Nous invitons, sans plus de délai, tous les destinataires de la présente lettre à considérer et adopter chacune des mesures exigées dans cette lettre qui n'a, pour but, que de restaurer la solidarité nationale entre tous les citoyens et citoyennes français sans aucune catégorie et sans aucune discrimination.

Veillez agréer monsieur le Président de la République, Messieurs les Présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, Messieurs les Premier Ministre et Ministre des Solidarités et de la Santé de toutes notre considération citoyenne.